

DETTE PUBLIQUE : LE FABULEUX MENSONGE DU GOUVERNEMENT !

Lors de sa présentation du budget envisagé pour 2026, François Bayrou n'a eu de cesse d'invoquer la dette publique pour accélérer les attaques contre notre modèle social : coupes budgétaires massives, suppressions d'emplois de fonctionnaires, 1 fonctionnaires sur 3 partant à la retraite non remplacé, non revalorisation des retraites et des prestations sociales avec l'année blanche, gel du barème de l'impôt sur le revenu, déremboursements de médicaments, suppression de 2 jours fériés...

DES MENSONGES POUR NOUS TÉTANISER : LA DETTE PUBLIQUE N EST PAS COMPARABLE À CELLE DES MÉNAGES !

La dette publique et la dette des ménages sont deux choses distinctes. Et ce n'est pas parce que François Bayrou a pendant de très longues minutes essayé de nous prouver le contraire que cela changera. Cette comparaison n'est évidemment pas anodine, c'est un choix idéologique. Cela permet de présenter l'État comme étant inconsidérément dépensier pour discréditer son action pour l'intérêt général et justifier ainsi la réduction des dépenses publiques.

Rappelons que l'endettement de l'État est moins lourd, en raison du coût du financement auquel il a accès qui est plus favorable qu'aux ménages. Qu'un ménage ne peut pas émettre des titres pour se financer, mais doit emprunter auprès d'une banque. Enfin l'État et les ménages n'ont pas la même temporalité. L'État en faisant « rouler la dette » peut à sa convenance emprunter à nouveau pour rembourser les emprunts antérieurs et c'est ainsi qu'il ne supporte budgétairement que réellement les intérêts de la dette, le capital étant toujours renouvelé.

DES MENSONGES POUR CASSER NOTRE MODÈLE SOCIAL : LES DÉPENSES PUBLIQUES NE SONT PAS RESPONSABLES DE L'AUGMENTATION DE LA DETTE !

Certes selon l'INSEE, la dette publique s'établissait à la fin du premier trimestre à 3 345,8 milliards d'euros, soit l'équivalent de 114 % du PIB. Et toujours selon l'IN-

SEE, sur ces 3 345,8 milliards, la «dette» de la sécurité sociale pèse pour 289,9 milliards d'euros soit 8,7 % du total et les administrations locales pour un peu moins de 7,8 % du total.

Selon le gouvernement, nous serions donc « accros » aux dépenses publiques et c'est pour cela que la dette ne cesserait d'augmenter. Or, quoiqu'en dise le gouvernement celles-ci restent stables depuis 2017.

Si ces dernières années, la dette publique a augmenté c'est parce que le déficit a été creusé par la baisse des recettes et ce ne sont pas seulement les syndicalistes que nous sommes qui le disent mais aussi la Cour des Comptes, l'Observatoire français des conjonctures économiques ou encore l'INSEE. Cette baisse de recettes provient essentiellement des politiques fiscales mises en place depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron qui n'ont eu de cesse de favoriser les plus fortunés et les grandes entreprises en baisses d'impôts, exonérations et cadeaux fiscaux.

DES MENSONGES POUR NOUS FAIRE PAYER ! NE NOUS LAISSONS PAS AVOIR !

Toutes les contre-vérités avancées pendant 45 minutes par François Bayrou ne servent qu'à une chose, nous faire peur et nous faire accepter que c'est aux salariés, fonctionnaires, malades et retraités de payer l'addition. Et contrairement à ce qu'il a pu dire : tout le monde ne participera pas à l'effort puis qu'encore une fois les mesures annoncées épargneront les plus fortunés et les grandes entreprises.

FACE À CETTE POLITIQUE ANNONCÉE, LA MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL EST UNE NÉCESSITÉ. IL EST TEMPS DE LEUR FAIRE COMPRENDRE QU'IL NE PEUT Y AVOIR D'ÉCONOMIES SUR NOS VIES...

ET QUE SANS NOUS, ILS NE SONT RIEN !